

# LE MODELE IS-LM-BP

# PLAN

- 1°) L'équilibre sur le marché des biens et les effets de la politique budgétaire.
- 2°) L'équilibre sur le marché de la monnaie et les effets de la politique monétaire.
- 3°) L'équilibre extérieur.
- 4°) Le modèle intégré et l'analyse des effets des politiques budgétaires, monétaires et de change en économie ouverte

## A. L'équilibre sur le marché des biens

*En économie fermée: l'épargne (S) est égale à l'investissement (I)*

$$Y = C + I + G \text{ avec } y = c(y - t) + i(r) + g$$

*Où c est la propension à consommer, y le revenu national réel, t les niveau d'imposition et g la dépense publique.*

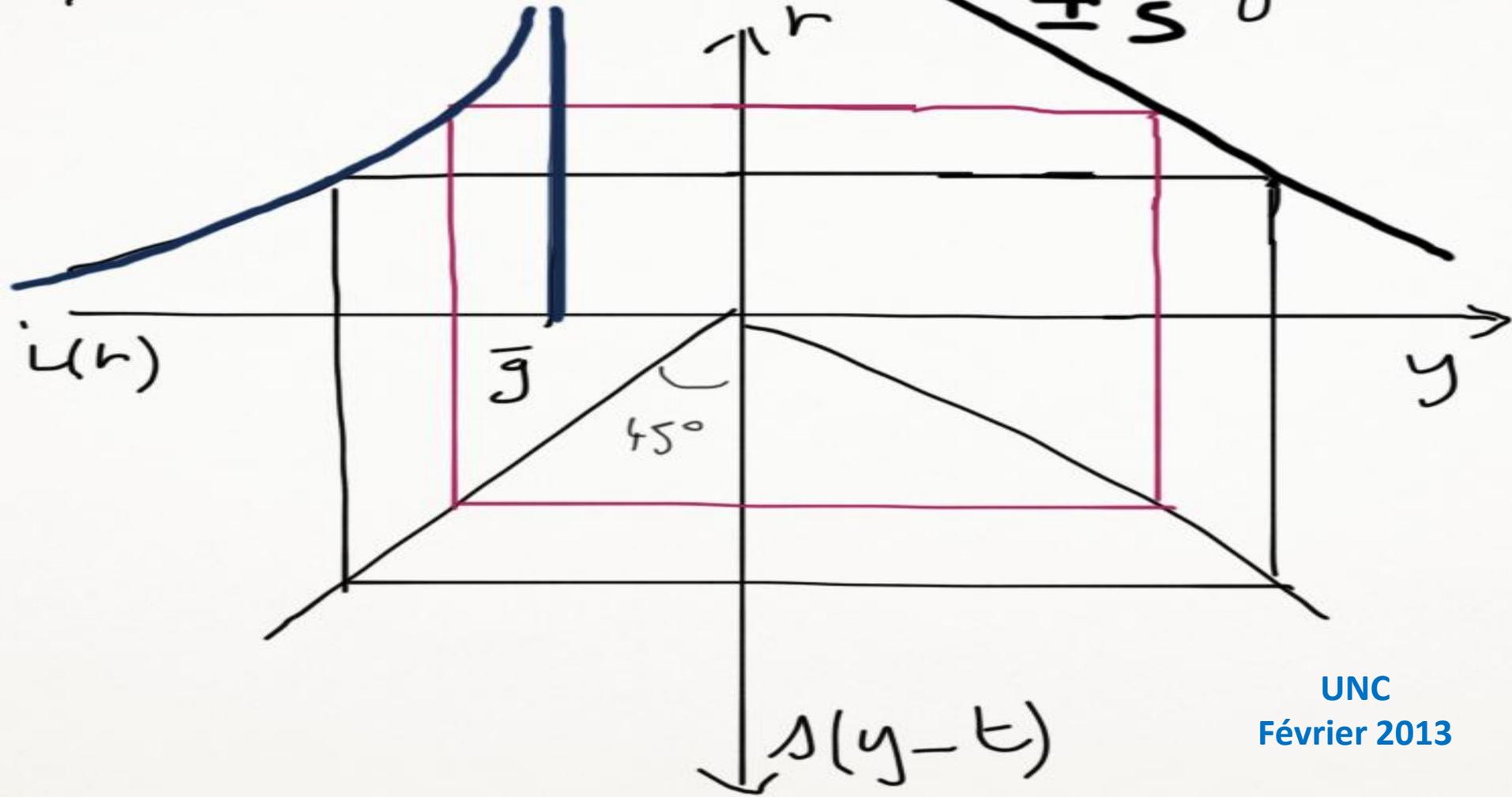
*L'offre globale (y) est égale à la demande globale des ménages (C), des entreprises (I) et de l'Etat (G).*

$$Y = C + S + G \text{ et } Y = C + I + G. \text{ D'où: } I = S$$

# EQUILIBRE sur le marché des Biens

$$I = S$$

Investissements = Epargne  
 $I = S$



## B. L'équilibre sur le marché de la monnaie

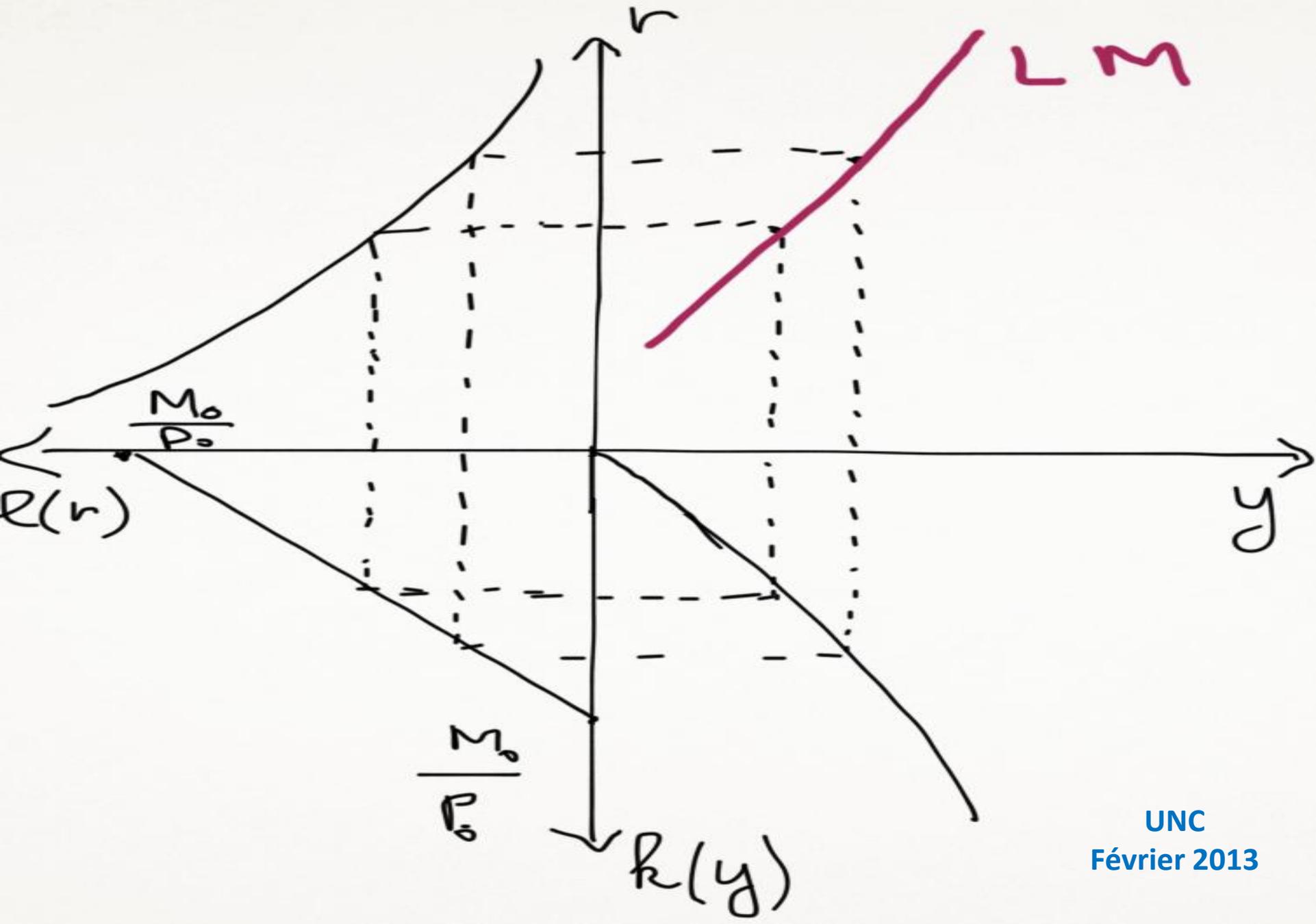
$$M/P = l(r) + k(y)$$

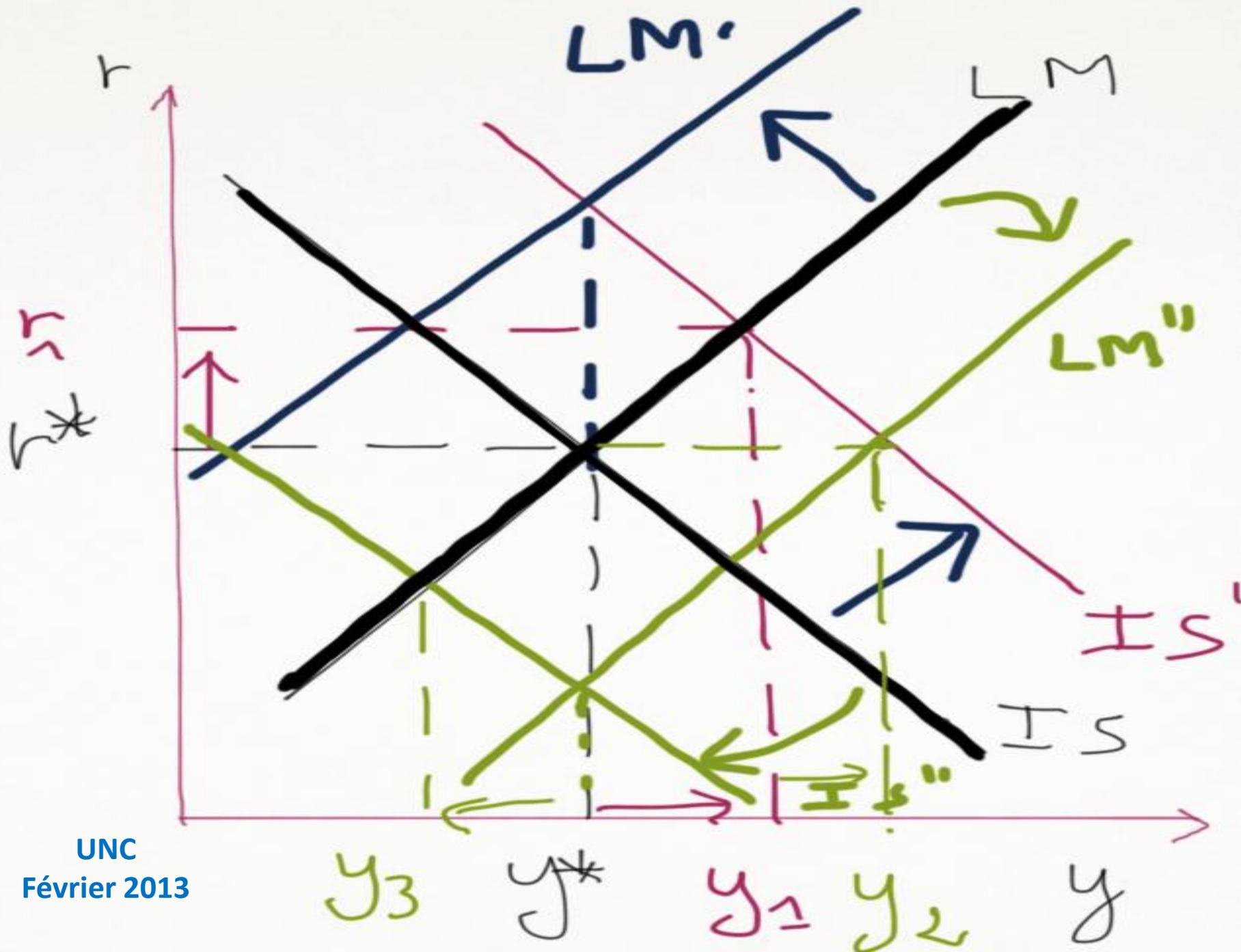
*Offre de monnaie réelle = masse monétaire (M) sur l'indice des prix (P)*

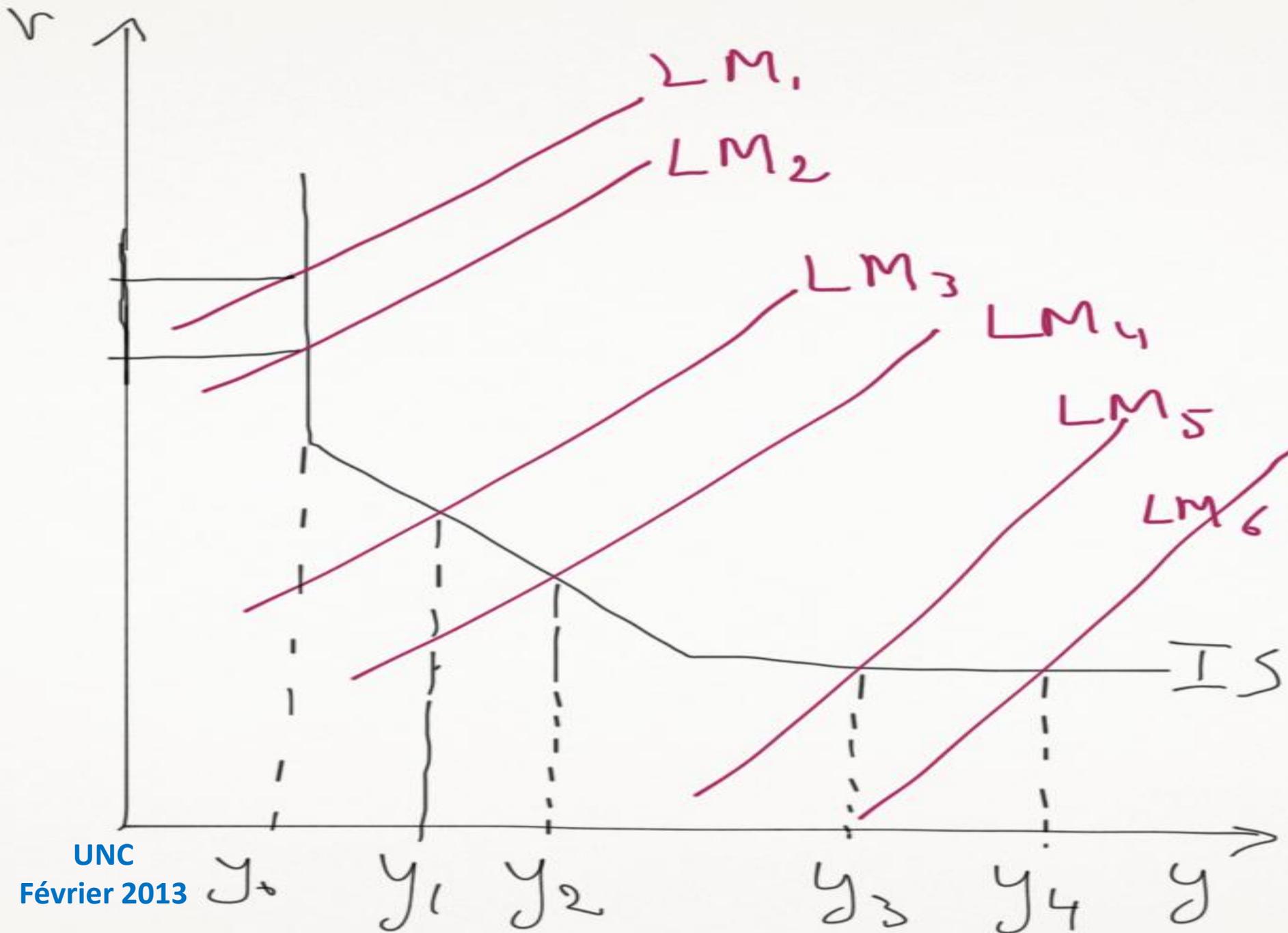
*La masse monétaire ( $M1+M2+M3$ ) dépend de la Banque centrale*

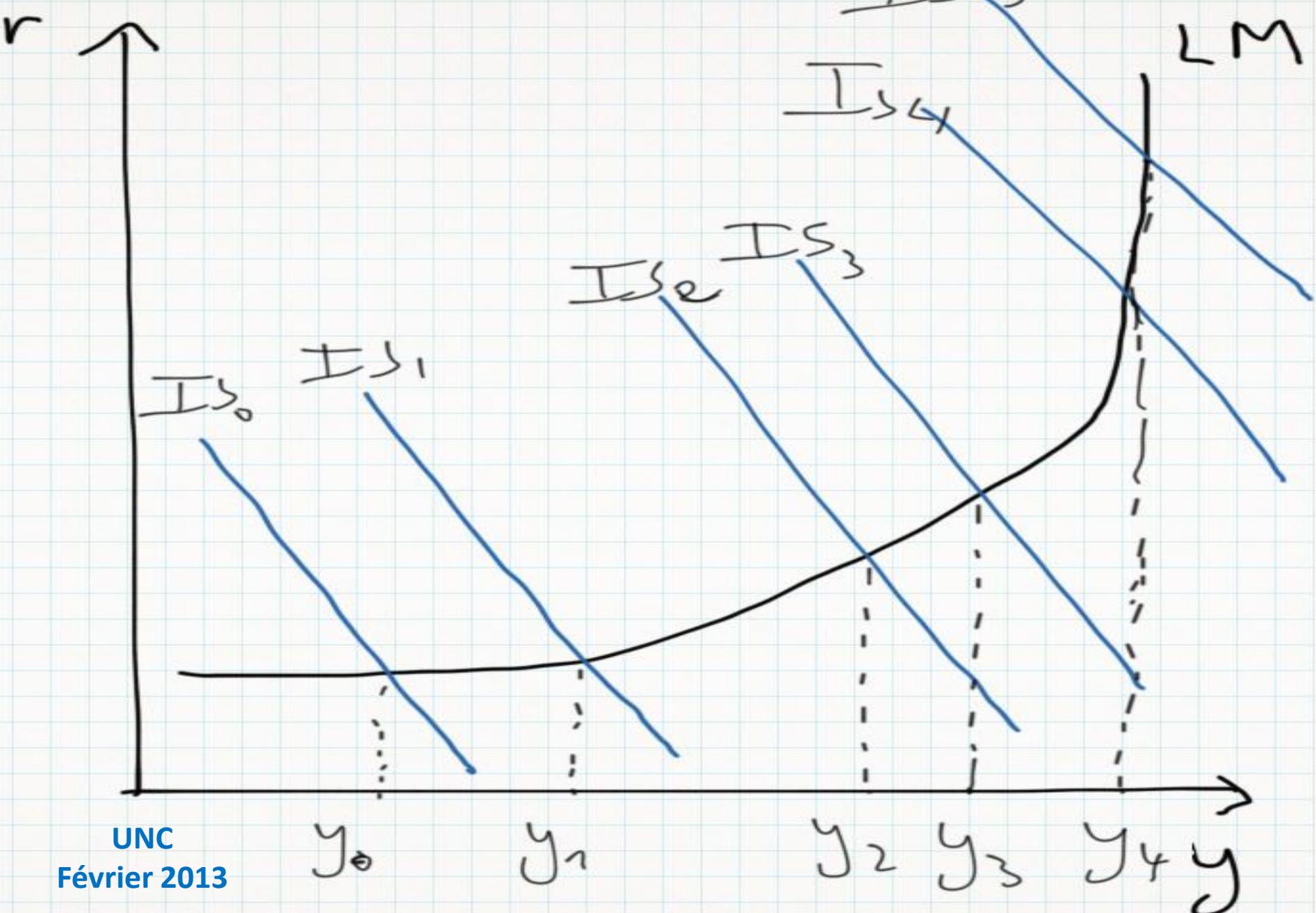
*$l(r)$  représente la demande de monnaie de spéculation qui dépend du taux d'intérêt ( $r$ ), et*

*$k(y)$  la demande de monnaie de transaction qui dépend du revenu  $y$  (PNB réel)*









## ***C. L'équilibre extérieur***

***$Y+M=C+I+G+X$  ou encore:***

***$Y=C+I+G+(X-M)$***

***Où  $X$  représente les exportations***

***$M$ , les importations***

***et  $X-M$ , le solde de la balance commerciale***

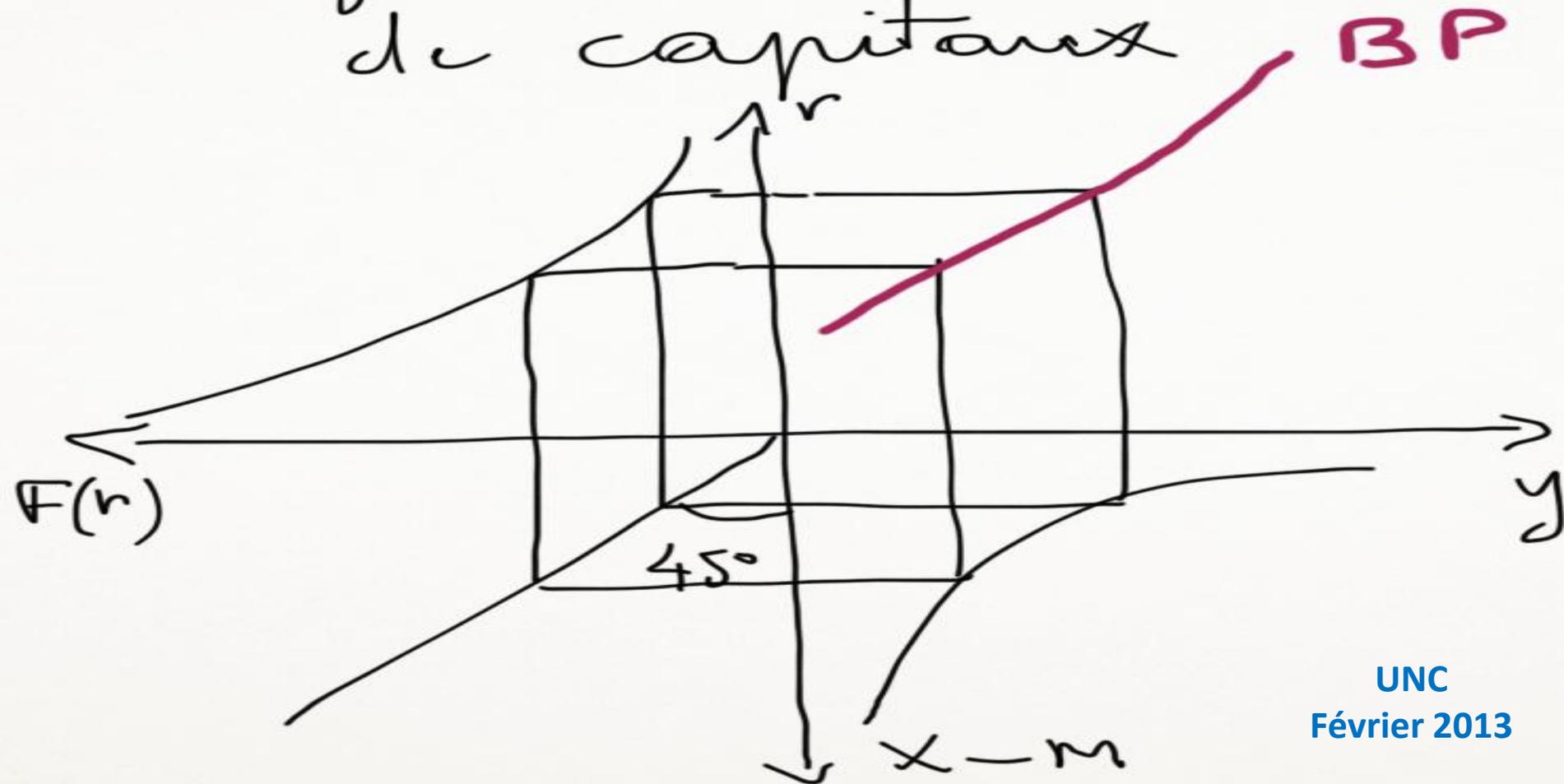
# L'équilibre de la balance des Paiements

$X-M=F$  où  $F$  représente le flux net de sortie de capitaux qui dépend du niveau du taux d'intérêt.

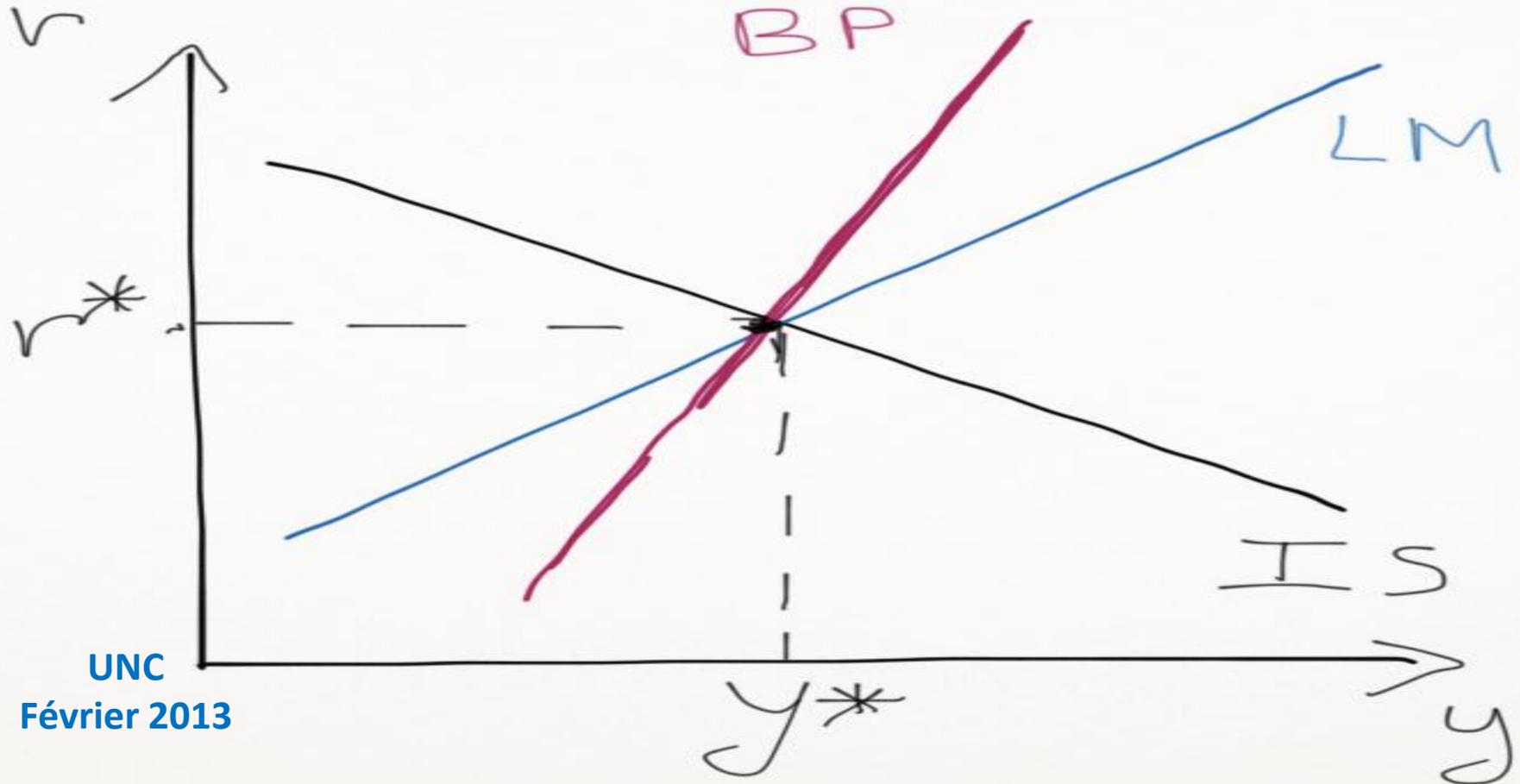
# EQUILIBRE EXTERIEUR

$$X - M = F$$

$F =$  flux de sorties net  
de capitaux

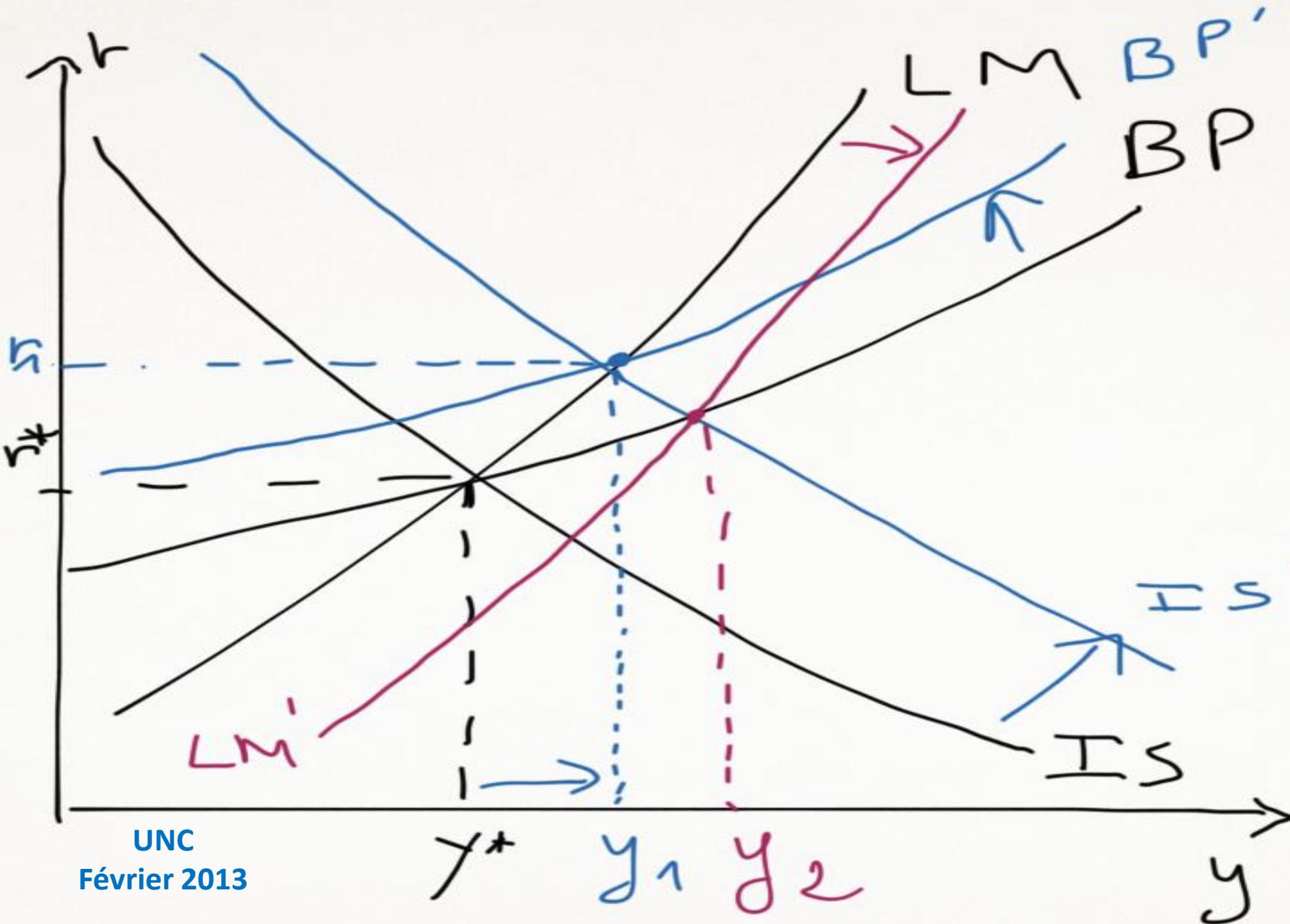


EQUILIBRE  
INTERNE  
et  
EXTERNE



## **D. Le modèle intégré: analyse des effets combinés des politiques budgétaires monétaires et de change**

- 1. Analyse des situations en taux de change fixe ou flexible***
- 2. Le cas d'une petite économie ouverte***
- 3. Analyse des situations selon que LM est plus ou moins pentu que BP et leur signification du point de vue des politiques macroéconomiques.***



# Analyse de questions d'actualité

1. L'équilibre budgétaire et la « règle d'or »
2. Les différentes formes de financement du déficit budgétaire:
  - a) La création monétaire, la règle monétaire et le seigneurage
  - b) Le financement par l'emprunt et la dette publique
3. Analyse à partir du modèle IS/LM/BP des effets de stratégies de réduction de la dette par réduction des dépenses publiques et d'augmentation des impôts dans le contexte de la zone Euro et de la politique anti-inflationniste de la BCE

- 1°/ Les limites du modèle intégré IS/LM/BP.***
- 2°) Le dilemme de la politique de relance budgétaire dans un contexte de crise d'endettement public.***
- 3°) Les limites des politiques nationales de relance: la nécessité de la coordination.***
- 4°) La vision monétariste de la BCE: le ciblage d'inflation.***
- 5°) Les limites des politiques de change.***
- 6°) Le refus des politiques protectionnistes.***

## Quelle politique budgétaire ?

- a) Quelles dépenses publiques ou privées doit-on augmenter ou diminuer ?***
- b) Quelles recettes fiscales ?***
- c) Quel est le bon niveau des déficits budgétaires soutenable ?***
- d) La question des déficits jumeaux.***

- ***La dynamique de la croissance doit-elle être tirée par la demande publique ou par la demande privée des ménages ?***
- ***L'orientation de la dépense publique peut se faire soit vers des investissements de biens publics de long terme (infrastructures, écoles, hôpitaux, énergie, environnement, recherche...) soit vers des biens de consommation courante, des subventions ou des salaires qui ont un effet redistributif de revenus dans le cadre de l'Etat providence (social) ou keynésien (lutte contre le chômage) mais qui ont peu ou pas d'effet de création de richesses nettes.***

***Si en revanche, pour réduire sa dette, l'Etat mène une politique de réduction des dépenses publiques il convient de déterminer quels postes doivent être sacrifiés et selon quels critères:***

- efficacité économique,***
- justice sociale,***
- Corporatismes,***
- considérations électoralistes...***

***Au cas où la réduction des dépenses publiques s'avérait impossible ou difficile politiquement à mettre en œuvre, l'Etat peut toujours agir sur la fiscalité. D'autres choix se présentent alors à lui:***

- 1. Choix entre l'impôt direct (IRPP, IS, BIC...) ou l'impôt indirect (TVA, droits de douane, taxes diverses...),***
- 2. Choix entre les différentes catégories de revenus (salaires, profits, rentes...) ou de contribuables (classes moyennes, classes supérieures...) sachant que 90% des ménages ont vu leurs revenus augmenter de moins de 10% entre 2004 et 2007 alors que les ménages les plus aisés ont vu leurs revenus augmenter de 20 à 40%. Dans la catégorie des « aisés », 30% des revenus proviennent non pas du travail mais du patrimoine. Sachant que les revenus du patrimoine ont eu tendance à augmenter plus vite que ceux du travail.***

***L'inégalité des revenus a été en outre accentué par le fait que le taux de prélèvement fiscal diminue au fur et à mesure que l'on s'élève dans la catégorie des très hauts revenus et que ces dernières années 10% des ménages les plus riches ont concentré 62% des allègements fiscaux, on mesure mieux les enjeux économiques des échéances politiques en France comme dans les autres pays de l'UE.***

# Le « policy-mix » en question(s)

- a) La question de l'affectation optimale des instruments aux objectifs.***
- b) La question du mode de financement des dépenses publiques***
- c) La question de la coordination des politiques budgétaires et monétaires***

## ***a) La question de l'affectation optimale des instruments aux objectifs.***

***Quels types d'instruments et comment bien les utiliser pour quels types d'objectifs?***

***«Autant d'instruments que d'objectifs indépendants »  
(Tinbergen 1952).***

***Mais si les effets croisés l'emportent sur les effets directs, il faut adopter le principe des avantages comparatifs:  
«chaque instrument doit être affecté à l'objectif qu'il influence le plus relativement» (Mundell 1962)***

***En économie ouverte et en régime de change fixe et stérilisation des mouvements de capitaux, on a 4 types de déséquilibres:***

- Excès de demande intérieure et déficit extérieur.***
- Excès d'offre intérieure et excédent extérieur.***
- Excès de demande intérieure et excédent extérieur.***
- Excès d'offre intérieure et déficit extérieur.***

		déséquilibre	interne	déséquilibre	interne
		Excès de demande		Excès d'offre	
Déséquilibre	déficit	Gr	Mr	<b>Ge</b> Gr	<b>Mr</b> Me
externe	excédent	Ge <b>Ge</b>	Mr <b>Me</b>	Gr	Me

*Principe d'affectation du « policy mix » chez Mundell*

***Dans les deux premiers cas les deux instruments doivent être utilisés respectivement à la hausse ou à la baisse quelle que soit leur affectation.***

***En revanche dans les deux derniers cas si la politique budgétaire est affectée à des fins d'équilibre externe et la politique monétaire à des fins d'équilibre interne, il faut pratiquer une politique budgétaire expansive (ou récessive) et une politique monétaire récessive (ou expansive).***

***En cas d'incertitude sur le type de déséquilibre dominant (sur la valeur des multiplicateurs ou sur l'importance des chocs exogènes), il est préférable d'affecter la politique budgétaire à des fins d'équilibre interne et la politique monétaire à des fins d'équilibre externe.***

***En régime de change flexible où l'équilibre externe est assuré automatiquement par les variations du taux de change, politique monétaire et politique budgétaire servent à assurer un seul objectif, celui de l'équilibre interne.***

***En change fixe avec forte mobilité internationale des capitaux, la politique monétaire ne peut être autonome, car il est impossible de stériliser les mouvements de capitaux (c.f le célèbre théorème d'incompatibilité de Mundell)***

***L'objectif d'inflation n'est pas pris en compte dans le modèle IS/LM/BP et rajoute un troisième objectif qui pourrait être atteint automatiquement par la flexibilité du taux de change. On pourrait alors adopter le principe d'affectation de la politique monétaire à l'objectif d'inflation et la politique budgétaire à l'objectif de croissance.***

***Dans une perspective dynamique, le modèle IS/LM/BP se révèle insuffisant en raison des effets croisés de la politique des taux d'intérêt sur les mouvements de capitaux et sur l'investissement interne mais aussi des effets des politiques de stabilisation conjoncturelle à court terme sur les capacités de production et la compétitivité de l'économie à long terme.***

## ***b) La question du mode de financement des dépenses publiques***

***Ainsi une politique monétaire restrictive et une politique budgétaire expansive favorise la consommation par rapport à l'investissement privé en raison des taux d'intérêt élevés. A l'inverse une politique monétaire expansive et une politique budgétaire restrictive favorise l'investissement privé et la croissance. En dynamique les instruments de politique budgétaire et de politique monétaire ne sont pas substituables comme le suppose le modèle statique IS/LM/BP. Le «policy mix» consisterait alors à choisir des degrés de monétisation du déficit public et d'endettement optimaux pour atteindre le taux de croissance souhaité. On en revient alors à la question du mode de financement des dépenses publiques.***

***Faut-il considérer que les ménages anticipent rationnellement au point de retrouver le « théorème d'équivalence » de Ricardo (la dette actuelle n'est qu'un impôt futur que les ménages anticipent en se préoccupant du bien-être de leurs descendants et en réduisant leur consommation en cas de réduction d'impôt pour épargner davantage en vue de permettre à leurs héritiers d'acquitter les impôts supplémentaires qui ne manqueraient pas de survenir ?***

***Dans ce raisonnement la dette publique est parfaitement substituable à l'impôt et les titres publics ne sont pas une richesse nette pour leurs détenteurs. Le multiplicateur fiscal est donc nul. (modèles intergénérationnels et du cycle de vie à la Barro).***

***Mais si les agents considèrent comme parfaitement substituables la monnaie, la dette et l'impôt, le policy-mix devient totalement inopérant.***

***Le point de vue monétariste revient dans ce contexte à neutraliser le policy mix en établissant des règles fixes plutôt que des mesures conjoncturelles variables en fonction de l'appréciation de la situation économique à court terme.***

***Le point de vue inverse et symétrique au monétarisme consiste à adopter une cible de dette publique plutôt que de masse monétaire et de financer les déficits budgétaires par création monétaire plutôt que par endettement.***